

Publié le 14 Juillet 2015 - Mis à jour le 14 Juillet 2015

**I want my money back bis**

## Privatisations record prévues en Grande-Bretagne : Londres saura-t-elle éviter les ratés des années Thatcher ?



Le gouvernement conservateur anglais a récemment annoncé une vague de privatisations de certains secteurs de son économie. Bien que ces privatisations soient plus importantes que celles conduites sous Thatcher en 1987, l'opinion publique semble peu émue par ce phénomène.



Avec [Pierre-François Gouiffès](#)  
[Voir la bio en entier](#)

**Atlantico** : Lors d'un discours devant le Parlement britannique, George Osborne, chancelier de l'Echiquier, a déclaré que "cette année, la vente d'actifs du gouvernement permettra de récolter la plus forte recette issue d'une privatisation, plus élevée que le précédent record de 1987". Quels secteurs sont visés par ces privatisations ? Dans quel contexte interviennent ces privatisations massives et pourquoi maintenant ?

**Pierre-François Gouiffès** : Le discours en question est la présentation du budget pour 2015, dit « [Mansion House Speech](#) », prononcé par George Osborne le 10 juin dernier. Le chancelier évoque la cession par le Trésor britannique de blocs d'actions de Royal Bank of Scotland (RBS), de Lloyds' et de Royal Mail. Donc le gros

morceau concerne les participations publiques dans les services financiers, le dossier RBS constituant selon les mots même du chancelier, la plus grosse noisette à casser (« the hardest nut to crack »). Ce programme massif de privatisations ne peut se comprendre qu'en lien avec le programme massif de soutien de l'Etat britannique aux banques suite à la crise financière de 2008-2009. Le Royaume-Uni, comme d'ailleurs aux USA, en Espagne et en Irlande, l'Etat a alors décidé de jouer le rôle de prêteur en dernier ressort de ses principales banques en difficultés voire en déconfiture. Les deux plans annoncés en octobre 2008 et janvier 2009 par Alistair Darling, le prédécesseur travailliste de George Osborne, portaient sur plusieurs centaines de milliards de livres principalement pour faire face à la disparition de la liquidité, dont une centaine de milliards pour recapitalisation d'établissements financiers, essentiellement RBS détenue aujourd'hui à 81 % par l'Etat (45 milliards de recapitalisation), 43% pour Lloyds (20 milliards) avant la récente cession de titres et Northern Rock dont les déboires avaient précédé la crise de l'automne 2008. La recapitalisation bancaire est donc une composante certes non principale mais significative de l'augmentation très forte de la dette publique britannique qui a augmenté de moitié entre 2007 et 2009 (passage de 44% à 66% du PIB). La motivation du gouvernement britannique à vendre se base sur une combinaison d'arguments dont deux principaux : la position traditionnelle des conservateurs depuis Thatcher selon laquelle l'Etat n'a pas à détenir des sociétés dans le secteur concurrentiel d'une part, la nécessité de recettes pour réduire l'importante dette publique britannique, quasiment 90 % du PIB à fin 2014.

## **Est-ce vraiment rationnel de vendre la Lloyd's et la Royal Bank of Scotland ? Le maintien de ses banques dans le giron étatique aurait vraisemblablement permis de fournir des revenus réguliers au gouvernement britannique. Est-ce vrai ? Si oui, pourquoi cette vente ?**

**Pierre-François Gouiffes** : Le gouvernement a pris une position de principe sur la question clé qu'est RBS dont la recapitalisation fut en 2008-2009 la plus grande opération de ce type au monde du fait du montant effectivement massif de 45 milliards de livres : le fait que RBS retourne au secteur privé dès aujourd'hui dépasse les seuls intérêts de l'Etat actionnaire. Au cours actuels, RBS vaut moins cher que le prix payé par le gouvernement travailliste en 2008-2009 mais Osborne considère qu'il n'est pas responsable des décisions passées et s'appuie sur la position de la Banque d'Angleterre pour lancer le processus de privatisation.

## **L'opinion publique anglaise ne semble pas s'inquiéter outre-mesure de ces privatisations massives, la vague de privatisation de Thatcher n'avait pourtant pas laissé que des bons souvenirs. Comment expliquer ce désintérêt de l'opinion publique britannique, alors même qu'en 2013, la vente de la Royal mail avait fait les gros titres ?**

**Pierre-François Gouiffes** : La privatisation est le principal produit d'exportation idéologique issue de l'ère Thatcher, avec sa fameuse formule « rolling back the State ». Comme le secteur financier n'avait jamais été nationalisé au Royaume-Uni (à la différence de la France avec les nationalisations bancaires de 1945 et de 1981), les privatisations thatcheriennes avaient concerné les entreprises publiques nationalisées par le premier ministre travailliste Clement Attlee en 1946 dans le secteur industriel mais également les services (télécoms) ou l'énergie. Par construction Thatcher voulait rompre avec le consensus interventionniste post 1945, tout en faisant preuve de méfiance pour certains secteurs : ce n'est pas elle mais son successeur John Major qui a mis en œuvre la privatisation de British Rail générateur de nombreux déboires ultérieurs... D'une certaine manière le débat de 2013 qui a agité la privatisation de Royal Mail renvoie bien davantage aux clivages de l'époque Thatcher que le cas spécifique du secteur financier, par exemple la capacité – bonne au mauvais selon le point de vue - du secteur privé à assumer des gains de productivité et donc des suppressions d'emplois. Mais le débat relatif à Royal Mail est largement derrière nous, puisque les conservateurs, vainqueurs nets des dernières élections générales, veulent seulement vendre progressivement la participation résiduelle de 30% qu'ils ont dans l'entreprise.

## **A quoi ces privatisations vont-elles servir ? A qui vont-elles être profitables ? Faut-il s'attendre à d'importants bénéfices comblant les pertes successives au renflouement des banques par l'Etat en 2007/2008 ?**

**Pierre-François Gouiffes** : George Osborne met en avant des considérations à la fois économiques (retourner les banques au secteur concurrentiel sous le contrôle des autorités de régulation et la banque centrale) et budgétaire (remplir les caisses de l'Etat). Dans tous les cas de figures, le gouvernement britannique assume à court terme des moins-values de cession pour le gros morceau RBS et prévoit un processus progressif de privatisation pour collecter au total 25 milliards de livres d'ici 2020.